



## Impact des politiques fiscale et d'emploi sur le secteur informel et la pauvreté au Cameroun

Par Jules Médard Nana Djomo, Serges Rodrigue Ngouana Koudjou, Carine Flore Nzeuyang Nzouckio et Claudiane Yanick Moukam

*En 2012, ayant obtenu l'appui financier du Département du Royaume-Uni pour le Développement international (UK Aid) et du Centre de recherche en développement international (CRDI) du Canada, PEP a lancé un nouveau programme de recherche et renforcement des capacités pour « l'analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi » dans les pays en développement.*

*Ce document résume les principaux objectifs et résultats issus de l'un des projets sélectionnés et soutenus dans le cadre de ce programme.*

*L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact des politiques mises en place par le gouvernement du Cameroun pour lutter à la fois contre la pauvreté et la prédominance du secteur informel, en tant que phénomènes inextricablement liés. Les chercheurs utilisent des techniques de modélisation pour simuler différents scénarios de politiques et en mesurer les effets sur l'activité économique et le bien-être de la population. Leurs résultats suggèrent que c'est avant tout par une hausse de la rémunération des travailleurs, plutôt que la formalisation de leurs activités, que l'on observe les effets les plus significatifs.*

### Secteur informel et pauvreté au Cameroun

Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui se situe autour de 40% au Cameroun, l'État a mis en place diverses mesures de politique économique en vue d'améliorer les conditions de vie de la population. Ces mesures s'articulent essentiellement autour de la réduction du taux d'imposition sur les produits de première nécessité, d'une part, et de l'accroissement des opportunités d'emploi formel (dans le secteur public notamment) d'autre part.

Quelques exemples de telles mesures comprennent le recrutement de 25 000 jeunes dans la fonction publique en 2011, ou les grands travaux entrepris par le gouvernement au cours des dernières années (visant à accroître l'emploi formel).

En effet, les résultats de l'enquête nationale sur l'emploi au Cameroun révèlent que la pauvreté est intimement liée à la forte prédominance du secteur informel. Alors que ce dernier emploie plus de 80 % des travailleurs (ou « actifs occupés »), les rémunérations moyennes y sont à la fois beaucoup plus faibles (environ 50% de celles du secteur formel) et très approximatives, plaçant ainsi les ménages dans une situation de précarité permanente.



Ainsi, suivant le groupe socioéconomique du chef de ménage, l'incidence de la pauvreté est de 9,6% dans le privé formel, contre 23% dans l'informel non agricole et 59,6% dans l'informel agricole.

Face à ce constat, le gouvernement s'est donné comme priorité d'encadrer ce secteur afin que les emplois en question migrent, à terme, vers le secteur formel.

C'est ainsi qu'un groupe de chercheurs locaux ont obtenu le soutien du PEP afin d'évaluer l'impact effectif des politiques (d'emploi et fiscales) mises en place sur le secteur informel et la pauvreté. Cette évaluation est réalisée par la conduite de diverses simulations sur un modèle de l'économie nationale du Cameroun, dont l'analyse des résultats permet d'identifier les options de politiques les plus efficaces pour atteindre les objectifs de croissance et bien-être.

## Données et méthode d'évaluation

Les chercheurs ont d'abord construit une matrice de comptabilité sociale (MCS) pour le Cameroun, basée sur les données issues des comptes nationaux de 2010.

Cette matrice a ensuite permis de réaliser des simulations dans le cadre d'un modèle d'équilibre général, inspiré des travaux de Decaluwé et al. (2012) et Montaud (2000).

### Trois scénarii de politique économique sont simulés :

- Le **scénario 1** examine l'impact d'une hausse de 12,6% du travail qualifié dans le secteur formel – perçue ici comme une migration des travailleurs du secteur informel vers le secteur formel
- Le **scénario 2** s'intéresse à une fiscalisation des produits du secteur informel
- Le **scénario 3** porte sur une réduction du taux d'imposition sur les produits les plus consommés par les pauvres.

Les résultats des simulations sont observés aussi bien sur le plan macroéconomique que social. Au plan social, ils sont analysés à la fois suivant le concept de « variation équivalente », et à partir des indices Foster-Greer-Thorbecke (incluant différentes mesures de la pauvreté).

## Résultats clé

### Impact sur le secteur informel

Au plan macroéconomique, les résultats de la **première simulation** démontrent qu'une hausse de l'emploi qualifié dans le secteur formel engendre une hausse de la production et de la valeur ajoutée dans ce secteur à hauteur de 3,98%.

En revanche, compte tenu du fait que ce surplus de travail est alimenté par le secteur informel, les effets positifs ainsi observés dans le secteur formel sont contrebalancés par un recul de l'activité dans le secteur informel, qui accuse ainsi un recul de sa valeur ajoutée de 2,85%.

En somme, le scénario 1 présente un recul de l'activité économique dans le secteur informel au profit du secteur formel. Il en résulte une croissance du PIB au prix du marché de 1,31%.

Les résultats des **simulations 2 et 3** montrent que les politiques fiscales - qu'elles portent sur une fiscalisation des produits du secteur informel ou sur une réduction de l'imposition sur les produits de consommation - n'ont pas d'effets significatifs sur le secteur informel. Cela serait dû notamment au fait que la demande pour ces produits (ou intrants) est relativement « fixe » et donc peu sensible aux fluctuations des prix.

**Tableau 1 : Impact des simulations (de politiques) sur le bien-être**

	Sim 1	Sim 2	Sim 3
<b>Revenu disponible réel (%)</b>			
urbain	1,60	- 0,36	0,72
rural	0,10	- 0,59	0,67
ensemble	1,00	- 0,45	0,70
<b>Incidence de la pauvreté (%)</b>			
urbain	- 6,15	3,38	- 2,51
rural	- 1,86	0,14	- 0,56
ensemble	- 2,32	0,49	- 0,77

Même s'il s'agit ici d'une conséquence théorique des hypothèses de modélisation, il convient de souligner que l'informel est un secteur de subsistance et, à ce titre, est appelé à persister aussi longtemps que ses agents n'auront pas de propositions qui les incitent à se formaliser.

### Impact sur le bien-être (revenu et pauvreté)

Le concept de la « variation équivalente » permet d'évaluer l'incidence des simulations sur le revenu réel des ménages. Cette analyse montre que les **scénario 1** (travail qualifié) et **scénario 3** (réduction des taxes à la consommation) engendrent une amélioration du bien-être des ménages, avec une augmentation de 1% et 0,7%, respectivement, du revenu réel disponible.

Tandis que dans le **scénario 2** (fiscalisation des produits du secteur informel), on constate plutôt une baisse des revenus de 0,45%. Aussi, une analyse suivant le milieu de résidence fait ressortir que les impacts (des trois scénarios) sont plus perceptibles chez les ménages vivant en milieu urbain que ceux du milieu rural ; ce qui s'explique du fait que s'y trouvent la majorité des unités de production informelle.

Pour ce qui est de la pauvreté, l'impact est analogue à celui observé sur le revenu réel. En effet, la **première simulation** (travail qualifié) engendre un recul considérable de l'incidence de la pauvreté, qui diminue ainsi de 2,32% à l'échelle nationale – avec un effet toujours plus important en milieu urbain, où l'indice diminue de 6,15% contre 1,86% en milieu rural.

La **simulation 3** (baisse des taxes à la consommation) génère aussi une baisse de la pauvreté qui est estimée à 2,51% en milieu urbain contre 0,56% en milieu rural, pour un recul global de 0,77% au plan national.

En revanche, la **simulation 2** (fiscalisation des produits informels) présente une accentuation de la pauvreté, dont l'incidence croît de 3,38% en milieu urbain, 0,14% en milieu rural et 0,46% au plan national.

Ces résultats portent à conclure que, de façon générale, la fiscalisation du secteur informel n'est pas de nature à améliorer le bien-être des ménages.

## Implications pour les politiques

En somme, l'essentiel des relations entre l'économie informelle et le secteur formel est déterminé par le marché du travail qui exerce un différentiel de rémunération entre les travailleurs, et qui a une incidence sur le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, une réduction de la pauvreté passe par une promotion de l'emploi formel. Toutefois, même si le gouvernement atteint son objectif de migration des actifs de l'informel vers le formel, l'impact sur la croissance et la pauvreté ne sera significatif que si l'accent est mis sur le traitement salarial des acteurs économiques dudit secteur.

En d'autres termes, les résultats de l'étude conduisent à penser que, d'une part, la réduction de la pauvreté ne dépend pas forcément d'une réduction du secteur informel et, d'autre part, que le relèvement du niveau de rémunération du travail dans le secteur informel pourrait aussi améliorer de façon importante la croissance et le bien-être. Ainsi, la recommandation majeure de cette étude va dans le sens d'une valorisation du salaire minimum, accompagnée du renforcement des cadres juridiques pour son application effective.



Ce document résume le projet [MPIA-12659](#), réalisé grâce à l'appui technique/scientifique du Partenariat pour les politiques économiques (PEP) et au soutien financier du Gouvernement britannique (UK Aid) et du CRDI du Canada.

Pour en apprendre davantage sur les méthodes et résultats de cette étude, veuillez consulter le [cahier de recherche 2016-04](#)